

LE TEMPS

scrutin genevois Mercredi 2 septembre 2009

«Je n'ai pas de plan B pour le futur site de l'OMC»

Par Cynthia Gani

En vue de la votation du 27 septembre sur l'extension de l'organisation, son directeur Pascal Lamy défend le projet. Il réaffirme son attachement à Genève tout en soulignant que d'autres villes seraient prêtes à accueillir l'OMC. La population est invitée à une journée portes ouvertes le dimanche 6 septembre

Avant de se prononcer, les citoyens de la Ville de Genève sont invités à se documenter. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) organise dimanche 6 septembre une journée portes ouvertes. Principal objectif: convaincre la population que l'agrandissement de l'organisation sur son site actuel n'empiétera pas sur le parc du Centre William Rappard, au bord du Léman. Entretien avec son directeur, Pascal Lamy.

Le Temps: Quel est l'enjeu du 27 septembre pour l'OMC?

Pascal Lamy: Le scrutin porte sur l'octroi d'un permis de construire à l'OMC, et non sur l'institution en tant que telle. On parle d'une organisation internationale installée à Genève, dans un bâtiment historique qui a sérieusement besoin d'être rénové, puisqu'il date de 1925. Compte tenu du fait qu'il héberge actuellement 800 personnes et que le nombre de collaborateurs atteindra 1100 dans vingt ou trente ans, nous avons besoin de 300 places de plus. Après trois ans de discussions avec la Ville de Genève, le canton, la Confédération, et après avoir examiné une foultitude d'options sous l'angle financier, économique, écologique, de l'aménagement du territoire, de la productivité et de la fonctionnalité, c'est la solution de l'extension sur le site actuel de l'OMC qui a été retenue.

- Pourquoi y êtes-vous attaché?

- L'implantation sur deux sites différents n'a pas de sens du point de vue pratique. Le projet soumis aux Genevois est devisé à 130 millions, dont 40 millions consacrés au nouveau bâtiment. La Confédération finance 70 millions et l'OMC 60 millions. Même si nous bénéficions d'un prêt de la Confédération, je me dois d'être économe des deniers des membres de l'OMC, comme la Suisse l'est avec l'argent de ses contribuables. Les autres options coûtaient entre 250 et 300 millions. Cela représente une différence de moitié. Pour ce prix-là, on peut continuer à entretenir et à embellir ce bâtiment et son patrimoine artistique.

- Pouvez-vous rassurer les Genevois qui craignent que l'OMC prenne leur parc en otage?

- J'invite les gens à venir profiter de la journée portes ouvertes de dimanche 6 septembre et constater par eux-mêmes que le parc ne sera pas affecté. La parcelle qui accueillera le nouveau bâtiment se situe sur un parking. Les arbres centenaires ne seront pas touchés, puisqu'ils sont au bord du site. Quant à la barrière de sécurité, qui sera végétalisée, elle est inévitable. Bien sûr, j'aurais préféré m'en passer, mais je ne suis pas maître des contraintes qui découlent des normes de sécurité édictées par les Nations unies. La sécurité du bâtiment et du personnel qui y travaille relève de ma responsabilité et de celle de la Suisse, en tant qu'Etat hôte. D'ailleurs, l'OMC n'a appliqué qu'une partie de la norme, puisque le parc reste ouvert à la population, contrairement à celui des Nations unies.

- Imaginons que les citoyens de la Ville de Genève disent «non» au projet. Que ferez-vous?

– J'en discuterai avec les autorités municipales, cantonales et confédérales et je leur dirai qu'elles ont un problème. Je leur demanderai comment je dois faire pour poursuivre un projet sur lequel nous nous sommes mis d'accord.

– Envisageriez-vous de vous installer ailleurs?

– Ce ne sont pas les offres qui manqueraient, mais dans cette affaire, je n'ai pas élaboré de plan B. J'ai fait confiance à nos hôtes au sens large: la Ville, le canton et la Confédération. Il se trouve qu'il y a cette possibilité de recours populaire, mais ce n'est pas à moi de l'interpréter ni d'en tirer des conséquences. C'est le rôle de l'Etat hôte, avec lequel nous avons signé une convention entérinée par le Conseil fédéral et le conseil général de l'OMC. Le personnel de l'organisation a très envie de rester à Genève, qui est une ville qu'il aime. Mais dans la vie, il y a toujours une limite aux envies: c'est le mur de la réalité.

– Que pensez-vous de l'attitude de Rémy Pagani, maire de Genève, ville internationale, opposé au projet de l'OMC? Avez-vous tenté de dialoguer?

– Je suis allé voir M. Pagani comme je l'avais fait avec ses prédécesseurs et comme je le ferai avec ses successeurs dans le cadre de visites de bon voisinage et de civilité. Il m'a expliqué son point de vue, je lui ai expliqué le mien. Nous n'étions pas là pour trouver un terrain d'entente. Je ne demande pas à être impliqué dans la politique locale, pas plus que dans le processus national. Dans ce débat, je suis là uniquement parce que notre permis de construire est en jeu. D'ailleurs, je me mets à la place des Genevois: ils doivent se demander ce que je viens faire dans leurs affaires...

– Ne pensez-vous pas qu'au contraire, ils sont ravis que l'OMC s'ouvre sur la cité? Selon vous, de quelle image jouit votre organisation?

– Nous avons organisé une journée portes ouvertes. Je reconnais volontiers que nous devrions le faire plus souvent. L'image de l'OMC dans la population est diversifiée: il y a une fierté d'avoir des organisations internationales importantes, mélangée à des intérêts économiques majeurs pour les taxis et l'hôtellerie, pour ne citer qu'eux, et de distance par rapport à des non-Suisses qui gagnent de bons salaires alors qu'ils sont fonctionnaires, et qui, pour une petite minorité à l'OMC, bénéficient du statut de diplomate.

– Pourquoi tenez-vous à rester à Genève?

– D'abord, c'est ce que souhaite le personnel, et quand on dirige une maison, cela compte. Ensuite, parce que les liens avec les autres organisations internationales installées ici sont importants. On va vers un monde globalisé où nous allons travailler ensemble de plus en plus. Les relations que nous entretenons avec l'OIT, l'OMS ou l'OMPI sont sans commune mesure du point de vue de leur densité à ce qu'était le lien du GATT avec ces organisations il y a vingt ans. Du point de vue universitaire aussi, les atouts de Genève sont indéniables: en tant que recruteur, j'apprécie le fait que le milieu académique est en train de se développer fortement, notamment en matière de droits de l'homme, de commerce ou de droit international. Je suis également content que les employés de l'OMC puissent mettre leurs enfants dans le système scolaire puis universitaire suisse. Enfin, la vie culturelle, artistique et sportive est ici particulièrement attrayante.

– Cela fait des années que l'OMC réclame son agrandissement à Genève. Comment analysez-vous les lenteurs du processus?

– L'une des premières fois où j'ai participé au comité budgétaire de l'OMC, en présence des ambassadeurs, on a évoqué l'option de construire à Genève un nouveau bâtiment sur un terrain vierge. J'ai demandé au représentant suisse de me dire combien de temps cela prendrait. Il m'a répondu «dix ans». Un ambassadeur asiatique a alors demandé: «J'ai mal compris ou alors il y a eu une erreur d'interprétation? Vous parliez bien de dix mois?» Comme quoi, la perception du temps peut varier selon les uns ou les autres.

LE TEMPS © 2009 Le Temps SA